Cahier de doléances du Tiers État de Killem (Nord)

Nous, habitans de la paroisse de Killem, châtellenie de Bergues, en vertu de l'ordonnance du Roi, avons assemblé en la manière prescrites par laditte ordonnance pour faire connoitre nos plaintes et doléances aux députés qu'ils ont été choisis à cet effet par les dits habitans, lesquels plaintes et doléances augmentent de jour en jour par l'augmentation des impôts en tout sorte de genre, dont nous sommes déjà surchargé ; à cet effet nous avons donné et donnons plein pouvoir aux dits députés de présenter ce présent cahier contenant les plaintes, doléances et remontrances suivantes.

La demande du Roi ordinaire suivant notre connoissance est de la somme de trois mille dix livres, argent de France, 3.010 l. 0 s. 0 d.

Outre cela, on nous fait paier pour la capitation une somme de 786 l. 18 s. 9 deniers sans savoir où, à quoi cela est employé, 786 l. 18 s. 9 d.

L'on nous fait paier pour le subside extraordinaire, pour l'abonnement de la contrôle avec les dix pattars par florins, pour l'abonnement des courtiers jeuugiers, avec les dix pattars par florins, pour les quatre pattars par bunder pour les gages de la maréchaussée, ceux des maîtres des postes, pour l'indemnité des huissiers d'état, pour l'habillement des milices, pour la garde et l'assurance des limites, pour les frais de la mendicité, pour subvenir aux paiements, rentes et émoluments de l'état-major, pour l'entretien des casernes, pour l'entretien et frais du Département, ainsi que pour les frais et entretien de la régie, ainsi que pour l'entretien des ponts, chaussées et toutes autres frais tant ordinaires qu'extraordinaires qui sont dans le cas d'arriver, l'on nous demande la somme de 9110 l. 10 s.

L'on nous demande de plus les deux vingtièmes deniers, sur quoi nous avons attendu depuis longtemps une diminution, lesquels vingtièmes deniers Sa Majesté ne les demande qu'aux propriétaires, lesquels à présent l'on fait paier aux locateurs par différents intrigues qu'on est dans le cas d'user actuellement ; l'on fait paier aussi les vingtièmes deniers aux négocians, tailleurs, cordonniers, charpentiers, et mêmes jusqu'aux journalliers et pauvres travailleurs, ce que nous pensons être taxé sans droit et contre la bonne raison, ce qui épuise le peuple et porte annuellement la somme de 2199 l. 11 s. 3 d.

Par conséquent nous trouvons une augmentation sur les articles spécifiés ci-dessus, depuis les années 1767 et 1768, de la somme de 4375 l. 0 s. 0 d.

Les particuliers se plaignent comme aussi les gens de métiers et journalliers qu'on les taxe et qu'on les fait paier jusqu'à 2 et 3 mesures, sans qu'ils occupent aucune terre, en y comprenant aussi le vingtième denier.

L'on fait annuellement une consommation de bois considérable sur les maisons de villes et aux comptoirs à l'usage de Messieurs du Magistrat, aux dépens du peuple, ce qui nous semble être un abus, puisque lesdits messieurs et autres clerqs de comptoir ont des pensions assez considérable pour acheter et pour faire leur provisions de bois, s'il en ont besoin, puisqu'il nous sont assez à charge.

De plus, nous sommes obligé de payer dans tous les pavés et chaussées dont nous n'avons aucune commodité, puisque dans l'hiver, quand le receveur nous demande et même force pour avoir de l'argent, il nous est impossible de lui en donner, à cause des chemins difficile qui nous empêchent d'aller au marché pour vendre nos grains et autres marchandises. Pour quel sujet, le peuple souhaiteroit, pour prévenir à l'avenir de tels inconvéniens, d'avoir un pavé ou chaussée de Bergues à Hontschote, qui sont nos plus proche marchés. En outre on nous traite envers lesdits chemins d'une manière tout à fait déraisonnable, parce que après fait un écouage ordinaire, et après avoir fait notre devoir pour le mettre en bon état dans l'avant saison, nos régents avec le Bailli et d'autres gens de leur sorte, nous accablent pendant tous les saisons de l'année, même pendant le mois d'aoust, en envolant une partie de pionniers, ou tellement appelle, au frais et dépens du publicq, lesquels coupent et piochent dans nos terres et bois, avec des frais tout à fait excessives pour le peuple ; même dans des choses à nous connues et arrivé, d'où on pouvoit le faire avec 10 à 12 florins, l'on en fait donner jusqu'à 50 et 60, ce qui ruine et détruit le peuple et ce qu'on peut appeller du bien mal employé.

Pour ce qui regarde la chasse, on nous défend de chasser, nonobstant que nous devons souffrir les intérêts du gibier et des chasseurs qui viennent en grand nombre de la ville avec des troupes des chiens, sans prendre aucune attention aux intérêts qui sont dans le cas d'occasionner, tant eux que leurs chiens ; de plus pour la conservation de lâchasse, ainsi que de leur gibier, l'on prend et l'on cherche nos fusils, l'on tue nos chiens, et non content de tout cela on nous fait paier des amendes consirables¹ pour tout cela ; de même pour les nids de corbeau et de pie on nous fait paier une grosse amende ; en outre l'on coupe les couronnes des arbre, sans considérer les intérêts que cela nous occasionne,

Enfin nous ne voions que des sergents et des gens qui nous chagrinent des années entières ; enfin, aussitôt l'une amende paie, on nous envoie une sommation pour une autre. Ce pour cet effet que nous demandons la liberté delà chasse pour les habitans de chaque paroisse, savoir chacun sur ses terres.

Pour ce qui regarde le receveur général de la susdite châteltenie, nous ne savons, ni on nous donne jamais aucun avis du salaire qui est dans le cas d'avoir ; cependant puisque nous sommes dans le cas de contribuer audit salaire, et dans le cas que cela couteroit trop nous pourrions le faire adresser, dans le lieu indiqué, par le recevoir de notre paroisse, pour les moindres frais du peuple ; ce qu'il nous semble très aisé à faire, et c'est une chose qui est certainement fort à charge pour le peuple.

Nous nous trouvons interessé par l'obligation que nous avons actuellement de faire écrire nos comptes, tant de l'église que des chapelles ainsi que de la table des pauvres, en deux langues, c'est à dire en flamand et en françois ; en outre, on nous oblige de les faire tous les ans, ou lieu qu'autrefois on ne les faisoit que tous les deux ans, ce qu'il nous semble être des frais et dépenses inutiles et uniquement profitable pour lesdits messieurs du Magistrat qu'il trouvent à propos d'i être nécessairement présent, mais que nous trouvons être une charge pour le peuple, puisque la même personne doit toujours faire l'administration desdits biens pendant deux années de suite.

L'on nous taxe à raison de huit pattars par mesure pour faire les réparations des petits ponts, ainsi que de coulants d'eau publics ; cependant on ne fait aucun devoir, ce qui nous interesse bien souvent, faute de leur dit devoir ; et cependant ils font toujours leur compte sans nous en donner connoissance et nous ne sommes jamais informé de l'emploi de notre argent.

Nous ne savons pour quel raisons que, quand on fait le compte de cette paroisse devant Messieurs du Magistrat, que l'on n'arrête jamais ledit compte le même jour et en notre présence ; ce pourquoi nous demandons qu'à l'avenir ledit compte sera arrêté le même jour et en notre présence ainsi que tout autres affaires qui nous regardent ; nous demandons de plus d"avoir connoissance quand on fera le compte général de cette châteltenie, puisque nous contribuons aux frais et dépenses dudit compte.

La jeunesse de notre paroisse depuis 18 jusqu'à 40 ans doivent annuellement payer sous prétexte d'argent de milice, ce qu'il nous paraît inutile.

Que, quand le receveur général fait banqueroute avec une somme assez considérable, l'année suivante il n'y a aucune augmentation ; cependant si c'est une demande de Sa Majesté, nous paierons toujours volontiers.

L'on nous défend de laisser nos coutres dans nos charues et l'on nous oblige de l'otter chaque fois que nous quittons nos dites charues, à peine d'une amende de douze florins chaque fois, et cela sous prétexte que c'est un instrument propre à faire des fractions, ce qui nous occasionne beaucoup de ruse et de chagrin, puisque nous desons cmplouer beaucoup de tems chaque fois pour les remettre en état pour pouvoir travailler ; et celui qui a envie de faire des fractions peut trouver aisément des autres instruments pour cela, puisque tous nos coutres sont attaché avec des chênes ou des autres instruments, et qu'on doit être dans le cas de forcer lesdittes chênes ou autres instruments dont ils sont attaché pour pouvoir les enlever ; ce qu'il nous semble une chose inutile et déraisonnable, mais simplement pour nous prendre en défaut, et pour trouver un moien d'attraper notre argent.

L'on nous défend de planter aucune taille ou bois sur nos terres qui aboutissent à des rües ; par lequel empêchement on est dans le cas de couper annuellement beaucoup moins de bois que si on nous permettoit de planter du bois dans lesdittes places, ce qui occasionne une cherté pour le peuple, et nous oblige d'aller acheter nos provisions de bois et autres choses pour brûler, sur des terres étrangères, ce qu'il fait sortir beaucoup d'argent hors du Royaume.

L'on trouveroit fort à propos l'établissement des petites fermes, qui sont actuellement occupé avec les

¹ considérables

grandes fermes, où un petit ou moien compaignon pourroit gagner son pain et entretenir honnêtement sa famille, comme c'étoit autrefois, mais il semble que c'est une chose décidé que le pauvre doit rester pauvre.

L'on fait de grandes plaintes à l'égard des partageurs jurés, lesquels exigent des salaires considérables pour séparer les maisons mortuaires, où ils sont ordinairement les meilleurs héritiers, aussi bien que dans les autres partages qui passent entre leurs mains, en prenant toujours leur bonne part, sans honte et peur, sachant bien que personne ne les attaquera.

Pour les droits des domaines, ils augmentent d'année en année, tant pour le moulage, tuage, vaclage, les droits de biere, vin, etc., sans que nous en savons aucun sujet, mais tous ceux qui consomment les plus fortes et la plus grande quantité des boissons sont exempt des droits, et nous, en paiant, nous sommes quitte, sans aucune connoissance de tout ce qu'il passe.

Les décimateurs, tant abayes que d'autres particuliers, emportent annuellement des sommes considérables qui sont dans le cas de faire de nos dismes en le louant très cher, nous laissant tous les impôts et l'entretien des pauvres, ce qu'il nous surcharge très fort ; nous demandons s'il ne devroit pas assister pour entretenir lesdits pauvres ; autrefois il laissoit encore quelque chose comme les deniers à Dieu, qu'ils recevoit dans la location desdites dîmes, mais à présent il s'en vont et emportent tout ; aussi d'où l'on étoit autrefois accoutumé de ne donner disme que des gerbées, l'on nous fait présentement de tout paier, comme de pommes de terre, tabacq et de toutes autres légumes de cette nature ; et s'ils ne sont pas assez louez à leur mode, ils font faire des bâtimens et les cultivent eux-mêmes, et nous laissent avec tout l'entretien du pauvre qu'il nous coûte, une somme annuellement de
2037 l. 0 s, 0 d.

Nous nous trouvons fort intéressé par la longueur et la multitude des procès qui sont toujours de plus en plus favorisez, au grand tort et au grand dépit de ceux qui tombent dans les pièges des procureurs et avocats, qui sont dans le cas seul de profiter de tels abus et désordres.

Nous, habitans de laditte paroisse de Killem, châtellenie de Bergues, déclarons les doléances, plaintes et remontrances contenus en ce présent cahier vrai et véritables, en foi de quoi nous avons signé le présent cahier le 21 mars 1789.